

MASQUE ERRANT ?

La thématique des intellectuels, que ce soit en Afrique ou ailleurs, se révèle passionnante (1). Après des décennies de débats, notamment autour de l'inévitable question de l'engagement, on en arrive enfin à œuvrer à des études de nature historico-sociologique, quasiment débarrassées de toutes considérations normatives préalables.

Il semble cependant, avec Jean Copans qui pose, en ouvrant ce dossier, de brûlantes questions de définition et d'épistémologie, que l'on ne dispose pas encore de travaux sociologiques sur les intellectuels africains. Néanmoins, percevoir ceux-ci uniquement à travers le commis de l'État, enfermé dans la peau du bureaucrate stupide et corrompu, pour reprendre une diatribe de Mongo Béti, est très réducteur. Car cela ne prend pas en compte la complexité du phénomène, les horribles conditions matérielles et les despotismes obscurs qui ont pendant longtemps condamné à mort l'intelligence en Afrique postcoloniale. La faillite des universités africaines, comme lieu de production et de diffusion du savoir, est significative de cette mise à mort de la science et, partant, des sociétés dans leur ensemble. La tentation est donc grande de décréter qu'il n'y a pas d'intellectuels africains, puisqu'ils auraient renoncé à la réflexion et à l'écriture pour la culture du diplôme, du ventre, de l'ostentation (2). Bref, puisqu'ils auraient refusé d'adopter les postures péribles du réfléchir et du souffrir pour des postures extatiques du jouir. Gobineau et les siens ne sont pas loin. Les intellectuels africains sont « des intellectuels avant toute chose, mais le mouvement social a aussi ses propres lois », note avec raison Jean Copans. La fuite des cerveaux qu'évoque Ambroise Kom, l'itinéraire personnel d'Achille Mbembe corroboré par celui de Kwame A. Appiah (3) montrent combien il n'est pas aisé d'être intellectuels africains — libres — en Afrique, à moins d'accepter la cooptation et sa maffieuse loi de « la bouche qui mange ne parle pas ». Penser les intellectuels africains suppose donc de les contextualiser et de ne pas négliger les dynamiques sociales et historiques dont ils sont le produit : par exemple, un intellectuel ghanéen n'est pas un intellectuel togolais dont les itinéraires diffèrent forcément, même s'ils se croisent quelque part.

Profilée sous le masque de l'évolué, estampillé « Bon pour l'assimilation », la figure de l'intellectuel africain a traversé l'histoire coloniale et postcoloniale. Entre l'un et l'autre, producteurs essentiels de l'Histoire de l'Afrique contemporaine, il y a une filiation à la fois historique, symbolique, voire biologique, que le débat ne prend pas suffisamment en considération. Comme si les indépendances avaient constitué des failles de ruptures dans la généalogie, alors que, rappelle Mamadou Diouf, le nationalisme élitiste avait d'emblée octroyé au second d'importantes fonctions dans la reproduction de la société.

Quoi qu'il en soit, aux intellectuels africains se posent en fait des problèmes de positionnement jamais résolus de façon satisfaisante — est-ce d'ailleurs possible ? —, laissant ainsi ouverte une immense étendue minée de paradoxes, d'ambiguïtés et de contradictions difficiles à clôturer. A se demander parfois si ce n'est pas l'ambiguïté ou l'équivocité qui composent — en bien ou en mal —, fondamentalement, leur identité. Le positionnement des intellectuels africains est à situer au triple niveau de leur rapport au capital-savoir, support majeur de leur promotion sociale d'une part, de leur rapport à leur propre société d'autre part, enfin, et surtout, au niveau de leur rapport au pouvoir politique avec lequel, dit-on, ils font alliance.

En continuant d'accumuler, depuis l'aube de la colonisation, un capital-savoir de type purement occidental, et de marginaliser l'intelligence indigène, comme le montre Cristiana Pugliese à propos de l'écrivain kényan de langue vernaculaire, Gakaara wa Wanjau, l'intellectuel africain ne travaille pas à l'émergence d'une (ou de son) identité propre. Son itinéraire type, que retrace Guy Rossatanga-Rignault à travers la condition du clerc gabonais, mais qui peut être aussi celui de bien des intellectuels africains (notamment francophones), amalgame les fonctions du savant et du politique. Car, très tôt, l'intellectuel africain a réussi à instrumentaliser son capital-savoir occidental dont il se prétend investi, et qui le transforme, de façon spectaculaire, en un véritable « big man » (4).

Par ailleurs, ce capital-savoir rend l'intellectuel africain allogène parmi les siens et est la source de relations très compliquées. Mais le premier sait extraire des cultures des seconds des méthodes autoritaires pour administrer et poursuivre l'ancienne « mission civilisatrice » de l'Occident, mâtinée de modernisation, de développement, de progrès. Le

(1) Le nombre de propositions spontanées d'articles reçus à la Rédaction de la revue illustre cet intérêt.

(2) C'est l'affirmation de Jean-Pascal Daloz. Il annonce la parution prochaine de son ouvrage *Ostentation et politique en Afrique noire* chez Karthala. On l'attend avec impatience.

(3) *In my Father's House, What does it mean to be an African today*, Londres,

Methuen, 1992, 366 p., dont Peter Geschiere fait le compte rendu dans la rubrique des livres.

(4) Cf. J.-F. Médard, « Le big man en Afrique. Esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *L'année sociologique*, vol. 42, 1992. On semble ignorer que c'est en Afrique que le « rêve américain » est le plus souvent réalisé !

développement ayant signé partout son échec, c'est la misère qui intègre l'intellectuel à sa « communauté » étonnée de voir cette indépendance qui n'en finit pas. Sous-jacente aux pressions et aux contraintes familiales qu'évoque Rossatanga, la misère est devenue le seul lieu du dialogue où se tissent pratiquement les rapports entre l'intellectuel et les « siens », quand bien même elle l'interpelle et révolte sa conscience. Car, si on convient avec N. Berdyaev que « la préoccupation pour mon propre pain est une préoccupation matérielle, mais [que] ma préoccupation pour le pain de mes voisins, de tout le monde, est une préoccupation spirituelle et religieuse » (5), force est de noter que, pris lamentablement dans les rets de son propre manger, l'intellectuel-bureaucrate cultivera difficilement cet altruisme. Il est bon à cet égard d'écouter Fabien Eboussi Boulaga parler de l'intellectuel africain comme d'un être « exotique » ou d'un être « amphibie ».

Mais c'est surtout vis-à-vis du pouvoir d'État que le positionnement de l'intellectuel africain est problématique. L'État est omniprésent et parcourt l'ensemble du dossier, que ce soit dans les approches générales (Copans, Eboussi, Diouf, Rossatanga) ou dans les itinéraires individuels (Mbembe, Pugliese, Dupraz/Decoudras, voire Kom). A la différence de son ancêtre, l'évolué, qui n'a été que seulement auxiliaire de l'Administration coloniale, l'intellectuel africain est en réalité l'héritier régalien de l'État colonial. Il n'y a ni alliance, ni ralliement, ni complicité de l'intellectuel avec les pouvoirs en place, mais exercice de droit de (co)propriété et de (co)gérance : ce que Copans appelle pour sa part cooptation. Depuis l'époque de son ancêtre, l'évolué, l'État postcolonial lui revient de plein droit et lui appartient donc en propre. Il ne peut se penser et se réaliser en dehors de lui. L'État-Leviathan rattrape même sur leur route d'exil ou de bannissement ceux qui, comme Achille Mbembe et d'autres, le fuient ou le quittent, rendant dramatiquement prométhéenne leur fonction essentielle : être le producteur et « colporteur d'idées » novatrices ou critiques que revendique dans son langage coloré le poète touareg Hawad, sous une tente, aux confins de l'Air, en compagnie de Paule Dupraz et Pierre-Marie Decoudras.

Le non-éclaircissement de ces rapports a réduit les intellectuels soit au silence complice, soit à la cohabitation complaisante avec les autorités en place, soit à la révolte entraînant brouille et malentendu parmi ceux qui veulent rester des intellectuels libres avant tout et exercer leur liberté intellectuelle. La révolte, la brouille et l'errance seront-elles le commencement de l'intelligence chez les intellectuels africains ? Dans tous les cas, s'ils ne veulent pas être accusés d'irresponsabilités et de démission ou taxés de masques errants, plus dangereux encore que le colonisateur, le détériorateur des termes de l'échange ou le planificateur des ajustements structurels, ils ont, avec la redécouverte de la démo-

(5) N. Berdyaev, *Origin of Russian Communism*, New York, 1937, p. 225.

cratie, une occasion de clarifier le débat sur leurs propres identité et statut (Rossatanga). Bref, il leur faut clarifier les positionnements évoqués pour voir sortir enfin de la nuit du monde ces intellectuels invisibles, dont on dit qu'ils sont en panne, et former une nouvelle couche d'intellectuels organiques des valeurs démocratiques et plus présents que jamais à/et dans la société...

Ce dossier ne prétend pas épuiser un débat qui ne fait que commencer. Les mutations démocratiques en cours en Afrique invitent à s'interroger sur cette catégorie d'acteurs dominants que constituent les intellectuels. Quand les dictatures y prennent un peu partout les masques de la démocratie, il convient de questionner leur savoir, leur pouvoir. Car, au-delà des structures institutionnelles, il y a tout simplement les hommes qui, eux, changent peu, ou pas fondamentalement, et avec lesquels il faudra inventer des espaces sociaux démocratiques : c'est un défi. Un nouveau défi pour l'Afrique.

Notre regret, en présentant ce dossier, est de n'avoir pas suscité de contributions sur les intellectuelles africaines ni de plumes féminines. Peut-être Politique africaine programmera-t-elle ultérieurement un numéro sur les femmes et le savoir (ou le pouvoir) ?

C.M.T.

Dossier thématique établi par Comi M. Toulabor